



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNTP

ZI de la Plaine
42240 Saint-Paul-En-Cornillon

Références : UID4243-EAR-025-352
Code AIOT : 0010500133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement SNTP implanté ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNTP
- ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon
- Code AIOT : 0010500133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société SNTP est situé zone industrielle de la Plaine à Saint-Paul-en-Cornillon.
La maison Neyret a repris SNTP fin 2024.

Il se trouve en bordure de la Loire et à proximité d'habitations.

Il est constitué par 3 bâtiments :

- un bâtiment principal au Sud abritant les deux ateliers de teinturerie (ancien et nouveau) et le local de la chaufferie (gaz). Ce bâtiment possède un sous-sol (inondable) où est stocké du matériel divers (anciennes pièces d'autoclaves, etc...)
- un bâtiment destiné aux stockages des matières premières (fils en bobines essentiellement)
- un bâtiment au Nord en grande partie désaffecté (effondrement de la toiture).

La société SNTP emploie 13 personnes.

La société SNTP exerce une activité de teinture sur fils sur le site depuis 1985.

Le fil arrive soit sous forme d'écheveaux (traité par l'atelier ancien), soit sous forme de bobines et peut subir trois types de traitement suivant les besoins : le décreusage (élimination du grès généralement présent dans la soie par des solutions de savons et d'agents alcalins), le blanchiment (passage dans une solution alcaline et d'eau oxygénée), la teinture (par l'intermédiaire de machines ouvertes à immersion, de machines capotées par ruissellement et d'autoclaves sous pression), le séchage (séchoirs à vapeur 75° C).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement exploitant	Code de l'environnement du 01/07/2023, article I et II	Demande d'action corrective	1 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	3 mois
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
8	stockages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.8.2 et 4.8.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aire de l'atelier de teinture 2 qui récupère les éventuelles fuites des machines n'est pas étanche. Les goulottes de récupération de ces fuites ne sont pas étanches. La fosse de récupération de tous les effluents n'est pas étanche non plus.

Le plan des réseaux ne correspond pas à ce qui a été vu sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article I et II
Thème(s) : Situation administrative, Changement exploitant
Prescription contrôlée : Article R181-47 Version en vigueur depuis le 01 juillet 2023 Modifié par Décret n°2023-13 du 11 janvier 2023 - art. 2 I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : L'exploitant de SNTP a changé depuis fin 2024. La déclaration de changement d'exploitant à la préfecture n'a pas été réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra déclarer le nouvel exploitant à la préfecture dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement

mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Le plan des réseaux fourni à l'inspection n'est pas complet, il manque les détails au niveau du process.

De plus, il a été constaté lors de l'inspection que le plan fourni ne correspondait pas à la réalité sur le terrain. En effet, il manque un raccordement entre l'atelier guindre et l'atelier d'autoclave qui passe au milieu de l'usine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan des réseaux devra être complété et fourni à l'inspection dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Les rejets des eaux industrielles se font dans le réseau d'assainissement de la commune après passage dans un bassin d'homogénéisation. Ce bassin est muni d'un hélico-mélangeur et de sondes mesurant en continu le pH et la température. Le potentiel REDOX est aussi mesuré en continu. Le pH est équilibré en cas de besoin par ajout d'acide formique. Les rejets dans le réseau se font deux fois par jour, et au moment des pics de production avec mesure du débit en continu. Une convention de rejet a été signée avec Saint-Etienne Métropole le 2 avril 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Débit

Prescription contrôlée :

<p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimé à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des débitmètres sont installés au niveau de la station de pré-traitement et au niveau du point de rejet dans le réseau. Ils mesurent et affichent le débit en continu. Ces données sont collectées informatiquement.</p> <p>Le débit moyen mensuel est passé de 200m³/jour à 180 m³/jour dans l'autorisation de déversement signé avec Saint-Étienne Métropole.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses mensuelles d'autosurveillance prescrites par l'APC du 17/11/16 sont réalisées par un laboratoire accrédité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les analyses de 2025, il n'y a aucun dépassement des VLE fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2016 qui réglemente les eaux résiduaires industrielles du site.</p> <p>En revanche, il y a des dépassements fréquents des VLE fixées dans la convention avec Saint-</p>

Étienne Métropole en sulfates et chlorures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations de juillet, août et septembre 2025 n'ont pas encore été réalisées. De août 2024 à juin 2025, il a été observé quelques dépassements, notamment sur la température. Ces dépassements doivent être justifiés. Il est noté page 3 de l'autorisation de déversement qu'« un dépassement de 5°C sera toléré notamment en période estivale et ce dès lors qu'il aura été démontré que la température extérieure (mesurée à l'abri) est supérieure à la température des effluents. »</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, GIDAF sera complété pour juillet, août et septembre</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.8.2 et 4.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. « Capacité des rétentions. » Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°</p>

C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides.

[...]

La manipulation des produits dangereux ou polluants , solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Le béton de l'atelier teinture 2 ou atelier de guindre est très abîmé, on voit la terre par endroit et certaines machines de cet atelier fuient.

La fosse qui reçoit tous les effluents de la teinturerie et qui se trouve au niveau de cet atelier ne semble pas étanche, on voit du gravier au fond.

Les fuites des machines partent dans des goulottes de récupération avant de rejoindre la fosse, ces goulottes ne sont pas étanches non plus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le sol de l'atelier teinture 2 ou guindre devra être étanchéifié, ainsi que la fosse et les goulottes de récupération.

Dans un délai de 1 mois un plan d'action avec un échéancier devra être présenté à l'inspection et les machines qui fuient devront être réparées. Dans un délai de 1 an, tout l'atelier, la fosse et les goulottes de récupérations devront être étanches aux produits qu'elles contiennent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration GERE

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'un établissement visé à [l'annexe I a](#) ou [I b](#) du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à [l'annexe II](#) du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à [l'annexe II](#) du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à [l'annexe I, de la directive 2008/98/CE](#)

[du 19 novembre 2008](#) relative aux déchets ;

- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;
- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;
- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

Constats :

Lors de la dernière inspection du 16/03/2023, il avait été constaté que l'exploitant ne réalisait pas ses déclarations depuis 2018.

La déclaration de 2022 a été réalisée suite à cette remarque puis les suivantes n'ont pas été réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La déclaration GEREP de 2025 devra être réalisée avant le 31 mars 2026. Puis les déclarations devront être réalisées chaque année.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois